

Vitry, le lundi 23 novembre 2020



06 29 82 52 96

## **Malgré le confinement, la chasse aux Sans-Papiers reste ouverte**

Lors du premier confinement, la police avait cessé de rentrer dans les foyers. Pendant leurs déplacements, les policiers et les gendarmes, souvent sans masques, se contentaient de regarder de loin l'attestation de déplacement.

La reconnaissance vis-à-vis des soignants se déclinait aussi pour d'autres professions. Les habitants mettaient des mots de remerciements sur les poubelles. Le personnel de ménage récoltait des compliments dans les résidences qu'ils entretenaient ou dans les hôpitaux qu'ils nettoyaient. Et tout le monde savait bien que parmi ce personnel de l'ombre, il y a avait beaucoup de Sans-papiers.

À la télé, les politiciens habituellement agressifs vis-à-vis des immigrés se taisaient. Des informations arrivaient d'autres pays concernant des régularisations massives. Les gouvernements étaient inquiets pour les récoltes et envisageaient de mobiliser de la main-d'œuvre étrangère.

Aujourd'hui, ce n'est plus la même chanson. Dans le sillage des discours sur le séparatisme, les attaques contre les immigrés ont recommencé, en particulier les attaques contre les Sans-papiers. Il y aurait trop d'argent envoyé au pays. L'accès à l'Aide Médicale d'État va être restreint. Certains parlementaires voudraient ôter aux Sans-papiers le bénéfice de la solidarité transports. Les Sans-papiers sont montrés du doigt comme faisant partie de groupes à risque dont sont originaires des criminels islamistes ou psychopathes.

Les interpellations d'adhérents de notre collectif, au cours de ces derniers jours se sont multipliées dans cette ambiance nauséabonde.

Mercredi 28 octobre, Mahamadou D, habitant du foyer d'Alfortville, est interpellé à la sortie du métro Créteil Préfecture. Il se rendait à la caisse départementale d'assurance maladie (CDAM) pour récupérer sa nouvelle Aide Médicale d'État. Il a été mis en rétention au CRA de Vincennes. Il y est toujours.

Mardi 10 novembre, Bakary T, du foyer ADEF de Créteil, est arrêté. Les policiers sont intervenus dans le foyer pour faire cesser les petits commerces. Il sort le lendemain avec un rappel à la loi et six années de sursis.

Le même jour, une personne d'un autre collectif, le CSPM, était arrêtée au pied du foyer ADEF pour le même motif.

Le vendredi 13 novembre, c'est autour du foyer Concorde de Vitry de subir une intervention policière sur les petits commerces. Sans arrestations cette fois.

Le même jour, un autre adhérent, du foyer de Thiais, M. Digue D, est arrêté avec trois autres personnes à la suite d'un bouclage de la gare RER D de Créteil Pompadour.

Le lundi 16 novembre, M. Dabi T, du foyer Petite Pierre dans Paris XIe, est arrêté sur un chantier de la commune de Saint-Prix dans le Val-d'Oise. C'était dans le cadre d'une intervention conjointe de policiers et d'inspecteurs du Travail.

À part la personne en CRA, toutes ont été relâchées avec une obligation de quitter le territoire. Rapporté à l'ensemble de la main-d'œuvre Sans-papiers, cela veut dire des centaines d'arrestations chaque jour. Le gouvernement remplit les centres de rétention et fait pleuvoir les OQTF et les IRTF.

Au bilan, ce sont des exemples révélateurs de trois types d'arrestations. Celles à la sortie de stations de métro ou de gares de RER. Celles à la suite d'intrusions policières dans les foyers. Enfin, celles sur les lieux de travail avec des interventions coordonnées de policiers et d'agents de contrôle du ministère du Travail. À l'origine, l'Inspection du Travail avait été créée pour protéger les salariés. On en est loin.

Le gouvernement avait expliqué que le confinement en cours avait été dimensionné de façon à limiter les activités à ce qui était essentiel. Apparemment, faire la chasse aux Sans-papiers fait partie de ces choses essentielles. À l'heure où la crise sanitaire pèse de tout son poids avec des services hospitaliers saturés par suite de la politique de démolition de l'hôpital public, à l'heure où un million de chômeurs supplémentaires s'ajoute à ceux qui galéraient déjà, le gouvernement pense urgent d'attirer l'attention du public sur les Sans-papiers et de montrer ses muscles contre les plus fragiles d'entre les travailleurs.

Cette politique vise à diviser et à faire diversion par rapport aux problèmes réels. Elle a aussi un autre but : rendre les Sans-papiers le plus dociles et invisibles possible.

Face à cette politique, il faut se mobiliser. Les Sans-papiers doivent s'unifier et s'afficher. Les travailleurs avec papiers doivent se montrer solidaires, car les formes d'exploitation que vivent aujourd'hui les travailleurs sans-papiers seront les leurs s'ils laissent faire.

**Faisons des manifestations du 18 décembre un événement qui marquera la construction de cette unité.**